

S'organiser ensemble pour gagner !

Nous sommes face à un gouvernement qui mène une politique au service des plus riches : on ne compte plus les cadeaux au patronat. Le gouvernement privatise petit à petit les entreprises publiques. Les cheminot·es luttent par exemple contre la privatisation rampante du réseau TER avec l'ouverture à la concurrence. Le gouvernement ne peut privatiser le secteur de l'éducation ou de la santé, néanmoins en refusant d'octroyer à ces secteurs les moyens de fonctionner, il favorise l'émergence d'un secteur privé concurrentiel : l'enseignement privé et les cliniques privées sont les grands gagnants de la politique de casse des services publics du gouvernement.

La crise écologique et sociale que nous vivons montre que ce système économique n'est pas viable. Pourtant, le gouvernement et le patronat restent sourd aux alertes. Seul le rapport de force permet d'obtenir des victoires. Dans notre secteur, celui de l'éducation, comme dans la société, le patronat et le gouvernement ne lâcheront aucune avancée s'ils n'y sont pas contraints par une mobilisation forte et massive. Les personnels qui se mobilisent pour des moyens pour l'éducation, pour un vrai statut pour les AESH, pour le climat, contre le racisme ou contre les violences sexuelles et sexistes, font quotidiennement l'expérience d'une impossibilité de dialoguer avec l'administration.

Face à un gouvernement implacable, le syndicat est notre arme pour construire le rapport de force !

Renforcer le collectif

Notre nombre est notre force, c'est pourquoi nous nous employons à construire, sur nos lieux de travail, des liens de solidarités entre collègues. Les difficultés du quotidien créent des désaccords dans les équipes, notre rôle de syndicaliste est de faire dialoguer les collègues pour créer du consensus et avancer ensemble. Les outils syndicaux sont à la disposition des collègues pour construire et renforcer le collectif.



Les heures d'information syndicale sont les premiers espaces d'auto-organisation des collègues. Tou·tes peuvent y participer sur temps de travail pour discuter des difficultés rencontrées et pour élaborer ensemble des revendications et des modalités d'action. On peut commencer par porter les revendications auprès de la hiérarchie puis alerter et informer les parents d'élèves, demander le soutien de l'intersyndicale, construire une mobilisation, y compris par la grève et la publicisation des revendications dans les médias et sur les réseaux sociaux via une vidéo, des visuels, des communiqués de presse...

Qu'importe les modalités de mobilisation, la priorité c'est d'être dans le collectif !



**SUD éducation est un outil pour
construire des mobilisations.
Contactez le syndicat SUD
éducation de votre département !**

Du lieu de travail à une mobilisation nationale



La bataille des moyens pour le service public d'éducation et de l'enseignement supérieur comme la bataille pour la reconnaissance du métier d'AESH se mène à une échelle nationale. Pour gagner, il faut construire des mobilisations partout et favoriser leur coordination. C'est un aller et retour perpétuel entre une construction au plus près du terrain, dans les écoles, EPLE, universités, et des rencontres nationales à travers les journées d'action. Les militant·es syndicaux préparent ces journées d'action afin de permettre aux personnels de s'en saisir.



Horizontalité & démocratie à tous les niveaux



Transformer la société et lutter contre les inégalités commencent dès à présent dans la pratique syndicale.

Ce sont les équipes militantes qui font vivre la démocratie sociale sur le lieu de travail en organisant des heures d'information syndicale et des Assemblées Générales. Les adhérent·es de SUD éducation y portent des outils de démocratie directe et d'auto-organisation permettant à tou-te-s celles et ceux qui le souhaitent de s'investir. Pour éviter par exemple que la parole ne soit monopolisée par les mêmes personnes, on peut mettre en place un tour de parole.

De même, la recherche du consensus est un impératif lorsqu'on aspire à plus de démocratie. Les décisions prises doivent convenir à tou·tes : empêchons les coups de force et l'accaparement du pouvoir par quelques un·es.

Enfin, lorsque naissent des mobilisations d'ampleur, on estime à SUD éducation qu'il faut dépasser le cadre habituel des intersyndicales en favorisant l'organisation soit d'assemblées générales locales avec les grévistes, soit, si la grève est très bien suivie, de coordinations départementales, académiques voire nationales de grévistes mandaté·e-s par leurs Assemblées Générales locales. La grève appartient à celles et ceux qui la font, syndiqué·es et non syndiqué·es.

Pour le progrès social,



soutenez le syndicalisme de lutte



et de transformation sociale,



adhérez à SUD éducation !

